







Procedure file

Informations de base		
DEC - Procédure de décharge	2015/2158(DEC)	Procédure terminée
Décharge 2014: budget général UE, Cour des comptes		
Sujet 8.70.03.04 Décharge 2014		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	CONT Contrôle budgétaire		25/08/2015
		 CZARNECKI Ryszard	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 ZDECHOVSKÝ Tomáš	
		 THEURER Michael	
		 ŠOLTES Igor	
		 VALLI Marco	
		 KAPPEL Barbara	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	PETI Pétitions	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	REGI Développement régional	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	AFCO Affaires constitutionnelles	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	DEVE Développement	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
CULT Culture et éducation	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
AFET Affaires étrangères	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
PECH Pêche	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
AGRI Agriculture et développement rural	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
EMPL Emploi et affaires sociales	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		

Commission européenne			pas donner d'avis.
	ITRE	Industrie, recherche et énergie	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
	JURI	Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
	ECON	Affaires économiques et monétaires	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
	LIBE	Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
	INTA	Commerce international	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
	IMCO	Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
	TRAN	Transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
	FEMM	Droits de la femme et égalité des genres	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
	DG de la Commission	Commissaire	
	Budget	GEORGIEVA Kristalina	

Événements clés			
22/07/2015	Publication du document de base non-législatif	COM(2015)0377	Résumé
05/10/2015	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
04/04/2016	Vote en commission		
08/04/2016	Dépôt du rapport de la commission	A8-0107/2016	Résumé
27/04/2016	Débat en plénière		
28/04/2016	Résultat du vote au parlement		
28/04/2016	Décision du Parlement	T8-0153/2016	Résumé
28/04/2016	Fin de la procédure au Parlement		
14/09/2016	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de procédure	2015/2158(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Étape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	CONT/8/04082

Portail de documentation					
Document de base non législatif		COM(2015)0377	23/07/2015	EC	Résumé
Cour des comptes: avis, rapport		N8-0153/2015 JO C 373 10.11.2015, p. 0001	10/09/2015	CofA	Résumé

Document de base non législatif complémentaire	05583/2016	02/02/2016	CSL	Résumé
Projet de rapport de la commission	PE571.502	02/02/2016	EP	
Amendements déposés en commission	PE576.899	04/03/2016	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique	A8-0107/2016	08/04/2016	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique	T8-0153/2016	28/04/2016	EP	Résumé

Acte final

Budget 2016/1472

[JO L 246 14.09.2016, p. 0137](#) Résumé

Décharge 2014: budget général UE, Cour des comptes

OBJECTIF : présentation par la Commission des comptes annuels consolidés de l'Union européenne pour l'exercice 2014 étape de la procédure de décharge 2014.

Analyse des comptes des institutions de IUE Cour des comptes européenne.

Rappel juridique : le présent document de la Commission porte sur les comptes consolidés de l'Union européenne relatifs à l'exercice 2014 élaborés sur la base des informations fournies par les autres institutions et organismes de IUE, conformément à l'article 148, par. 2, du règlement financier applicable au budget général de l'Union

1) Principes : ce document apporte principalement des éclairages sur la mécanique budgétaire et la manière dont le budget de IUE a été géré et dépensé en 2014, y compris les dépenses afférentes aux institutions européennes. Pour rappel, seul le budget de la Commission comporte des crédits administratifs (ou crédits de fonctionnement) et des crédits opérationnels. Les autres institutions ne disposent en effet que de crédits de fonctionnement.

Le document présente également les acteurs financiers en jeu dans la mécanique budgétaire (comptable, ordonnateur et auditeur interne,) et rappelle leurs rôles respectifs dans le contexte des tâches de contrôle et de bonne gestion financière.

Parmi les autres éléments liés à l'exécution budgétaire présentés dans ce document, on note des indications relatives:

- aux principes comptables applicables à la gestion des dépenses européennes (continuité des activités ; permanence des méthodes comptables ; comparabilité des informations);
- aux méthodes de consolidation des chiffres pour l'ensemble des grandes entités contrôlées (les états financiers consolidés de IUE englobent l'ensemble des grandes entités contrôlées institutions/organes/agences de IUE);
- à la comptabilisation des actifs financiers de IUE (immobilisations corporelles et incorporelles, autres actifs financiers et investissements divers);
- à la manière dont les entités de IUE (y compris les agences et les entreprises communes) sont contrôlées;
- à la manière dont les dépenses publiques européennes sont engagées et payées, y compris préfinancements (avances en espèces destinées à tout bénéficiaire d'un organe de IUE);
- aux modes de recouvrements après détection des irrégularités;
- aux indicateurs de performance dans le cadre de l'exécution financière;
- au modus operandi relatif à la reddition des comptes;
- à la procédure d'audit suivie par l'octroi de la décharge par le Parlement européen.

Procédure de décharge : la décharge constitue le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire et se définit comme la décision par laquelle le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, «libère» la Commission pour sa gestion d'un budget donné en clôturant la vie de ce budget. Lors de l'octroi de la décharge, le Parlement peut mettre en exergue des observations qu'il estime importantes, souvent en recommandant à la Commission de prendre des mesures sur les aspects considérés, y compris en direction des institutions de IUE.

Le document apporte également des précisions sur certaines dépenses spécifiques des institutions dont notamment : i) dépenses de pension des anciens membres et fonctionnaires des institutions; ii) dépenses liées au régime commun d'assurance-maladie et iii) dépenses immobilières.

Le document présente en outre une série de tableaux et indications techniques chiffrées portant sur : i) le bilan financier ; ii) le compte de résultat économique ; iii) les flux de trésorerie ; iv) des annexes techniques liées aux états financiers.

2) Exécution des crédits de la Cour des comptes pour l'exercice 2014 : le document comporte également une série d'annexes chiffrées dont les plus importantes concernent l'exécution budgétaire. Le document indique qu'en 2014, la Cour des comptes bénéficiait d'un budget de 145 millions EUR (total des paiements 2014) dépensés à hauteur de 134 millions EUR (92,4%).

Concernant l'exécution budgétaire de la Cour des Comptes, les informations tirées du «[Rapport sur la gestion budgétaire et financière 2014 de la Cour des comptes de IUE](#)» indiquent que l'exercice 2014 a principalement été marqué par:

- la production de 91 rapports et avis, fondés sur le résultat des travaux d'audit de la Cour ;
- des analyses panoramiques fondées sur ses expériences accumulées (l'une porte sur les défis à relever en matière d'obligation de rendre compte et d'audit public dans l'UE, et l'autre sur les risques pour la gestion financière de l'UE).

L'exécution budgétaire a également été marquée par :

- la poursuite de la stratégie de la Cour pour la période 2013-2017 en vue de rationaliser le processus d'audit et d'assurer une organisation plus flexible des ressources;
- la simplification des procédures internes en vue de redéployer les agents des services de soutien vers l'audit;
- la mise en œuvre d'un plan pour l'égalité des chances.

Décharge 2014: budget général UE, Cour des comptes

S'appuyant sur les observations contenues dans le rapport de la Cour des comptes, le Conseil appelle le Parlement européen à octroyer la décharge à l'ensemble des institutions de l'Union sur l'exécution de leur budget respectif pour l'exercice 2014.

Le Conseil note avec satisfaction que les dépenses de fonctionnement et les dépenses connexes des institutions et organes de l'UE sont demeurées exemptes d'erreur significative et que le niveau d'erreur estimatif relevé par la Cour pour ce domaine politique a baissé, pour s'établir à 0,5%. Il constate avec satisfaction que la Cour n'a mis en évidence aucune faiblesse significative dans les systèmes examinés.

Néanmoins, le Conseil prend acte des problèmes relevés par la Cour dans certaines des institutions et certains des organismes contrôlés. Il invite les institutions et organismes concernés à maintenir les mesures déjà prises et les encourage à remédier sans retard aux insuffisances restantes décelées par la Cour.

En outre, le Conseil souligne qu'il convient de remédier aux déficiences relevées par la Cour, dans plusieurs institutions, concernant le calcul des dépenses de personnel et la gestion des allocations familiales, en étroite coopération avec l'Office de gestion et de liquidation des droits individuels.

Décharge 2014: budget général UE, Cour des comptes

En adoptant le rapport de Ryszard CZARNECKI (ECR, PL), la commission du contrôle budgétaire a appelé le Parlement européen à donner décharge au secrétaire général de la Cour des comptes sur l'exécution du budget de la Cour des comptes pour l'exercice 2014.

Rappelant que les comptes annuels de la Cour des comptes sont contrôlés par un auditeur externe indépendant - PricewaterhouseCoopers SARL -, les députés ont pris acte de l'avis des auditeurs selon lequel «les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Cour».

Exécution budgétaire et financière : le rapport a constaté qu'en 2014, la Cour disposait de crédits définitifs d'un montant total de 133.498.000 EUR (142.761.000 EUR en 2013) et que le taux global d'exécution budgétaire a été de 98,8%, contre 92% en 2013; il a salué l'amélioration du taux d'exécution avec un budget réduit et reconnu le rôle essentiel de la Cour pour veiller à ce que les fonds de l'Union soient dépensés de manière plus efficace et de façon plus rationnelle.

Les députés ont constaté, avec satisfaction, que la mise en place de l'obligation de réduction des effectifs de 5% se poursuivait sans incidence négative sur la politique de renforcement des services d'audit de la Cour. Ils ont invité la Cour à veiller à ce que de nouvelles réductions n'aient pas d'effet préjudiciable sur la qualité de ses rapports.

Cadre d'action de la Cour des comptes : les députés ont formulé une série d'observations sur la gestion de la Cour des comptes et ont demandé, entre autres :

- une information du Parlement sur les objectifs atteints et l'incidence observée à la suite du projet de réforme de la Cour lancé fin 2014 qui vise à rationaliser le processus d'audit, à transformer la Cour en une organisation axée sur la réalisation de tâches et à élargir l'éventail des travaux de son personnel ;
- le respect de l'approche commune de 2012 sur les agences décentralisées en vertu de laquelle tous les aspects des audits externes externalisés demeurent sous l'entière responsabilité de la Cour des comptes, qui gère toutes les procédures administratives ainsi que tous les autres coûts éventuels liés à ces audits ; les députés ont regretté que la nouvelle approche d'audit qui prévoit la participation d'auditeurs du secteur privé ait donné lieu à une augmentation de 85% de la charge administrative, avec plus de 13.000 heures supplémentaires par rapport à l'audit précédent réalisé par la Cour ;
- l'élaboration d'un rapport spécial sur la question de savoir si la Commission a fait un usage approprié de ses pouvoirs en soutenant et en contrôlant les États membres dans le cadre de leur mise en œuvre du droit de l'Union ;
- le renforcement de la coopération entre la Cour et les institutions supérieures de contrôle nationales, en particulier dans le cadre de la réalisation des rapports de performance - (optimisation des ressources) audit des différentes politiques et programmes de l'Union, et en ce qui concerne le contrôle de la gestion partagée ;
- l'examen de la relation entre le nombre de rapports spéciaux et leur publication en temps utile ;
- davantage de clarté en ce qui concerne les recommandations contenues dans les rapports spéciaux, lesquels devraient mentionner systématiquement les comportements positifs et négatifs des pays concernés;
- la mise en œuvre de l'équilibre géographique au sein de son personnel, en particulier en ce qui concerne les postes d'encadrement et de direction, ainsi que la poursuite des efforts pour améliorer l'équilibre hommes-femmes parmi les membres de son personnel;
- des clarifications sur la politique immobilière de la Cour des comptes, dans le cadre de la présentation du rapport d'activité annuel;
- l'étude de la possibilité d'externaliser des traductions comme moyen supplémentaire de faire des économies ;
- l'inclusion dans ses rapports annuels d'activité, conformément aux règles en vigueur sur la confidentialité et la protection des données, des résultats et conséquences des enquêtes clôturées par l'OLAF qui portaient soit sur l'institution, soit sur des personnes travaillant pour elle.

Le rapport a pris acte des premiers pas de la Cour vers un environnement sans support papier et a approuvé la stratégie environnementale mise en œuvre par la Cour jusqu'à présent. Enfin, il s'est félicité de l'amélioration de la clarté des messages de la Cour par l'intermédiaire des médias.

Décharge 2014: budget général UE, Cour des comptes

Le Parlement européen a décidé de donner décharge au secrétaire général de la Cour des comptes sur l'exécution du budget de la Cour des comptes pour l'exercice 2014.

Dans sa résolution accompagnant la décision de décharge, adoptée par 575 voix pour, 48 contre et 9 abstentions, le Parlement a pris acte de l'avis de l'auditeur externe indépendant - PricewaterhouseCoopers SARL - selon lequel «les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Cour». Il a salué le projet de réforme de la Cour lancé fin 2014 qui vise à rationaliser le processus d'audit et a invité la Cour à informer l'autorité de décharge des objectifs atteints à la suite de cette réforme.

Exécution budgétaire et financière : le Parlement a constaté qu'en 2014, la Cour disposait de crédits définitifs d'un montant total de 133.498.000 EUR (142.761.000 EUR en 2013) et que le taux global d'exécution budgétaire a été de 98,8%, contre 92% en 2013. Il a salué l'amélioration du taux d'exécution avec un budget réduit et reconnu le rôle essentiel de la Cour pour veiller à ce que les fonds de l'Union soient dépensés à meilleur escient et de façon plus rationnelle.

Les députés ont constaté que la mise en place de l'obligation de réduction des effectifs de 5% se poursuivait sans incidence négative sur la politique de renforcement des services d'audit de la Cour. Ils ont invité la Cour à veiller à ce que de nouvelles réductions n'aient pas d'effet préjudiciable sur la qualité de ses rapports.

Approche commune sur les agences décentralisées : le Parlement a invité la Cour à respecter l'approche convenue en 2012 et à fournir de meilleures orientations aux cabinets d'audit privés de manière à réduire considérablement la charge administrative. Les députés ont regretté à cet égard : i) que la nouvelle approche d'audit qui prévoit la participation d'auditeurs du secteur privé ait donné lieu à une augmentation de 85% de la charge administrative, avec plus de 13.000 heures supplémentaires par rapport à l'audit précédent réalisé par la Cour ; ii) que le temps consacré aux marchés publics et à la gestion des contrats d'audit ait donné lieu à plus de 1.400 heures de travail supplémentaires pour les agences décentralisées, et iii) que le total des dépenses supplémentaires consacrées à des audits externes effectués par des cabinets privés en 2014 se soit élevé à 550.000 EUR.

Cadre d'action de la Cour des comptes : le Parlement a formulé une série d'observations sur la gestion de la Cour des comptes et a demandé, entre autres :

- l'élaboration d'un rapport spécial sur la question de savoir si la Commission a fait un usage approprié de ses pouvoirs en soutenant et en contrôlant les États membres dans le cadre de leur exécution du budget de l'Union ;
- le renforcement de la coopération entre la Cour et les institutions supérieures de contrôle nationales, en particulier dans le cadre de la réalisation des rapports d'audit sur la performance (optimisation des ressources) des différentes politiques et programmes de l'Union, et en ce qui concerne le contrôle de la gestion partagée ;
- davantage d'informations sur l'initiative de la Cour de réformer son système de chambres ;
- l'examen de la relation entre le nombre de rapports spéciaux et leur publication en temps utile (les délais pour la production des rapports spéciaux ont raccourci mais n'ont pas encore atteint l'objectif de 18 mois) ;
- davantage de clarté en ce qui concerne les recommandations contenues dans les rapports spéciaux, lesquels devraient mentionner systématiquement les comportements positifs et négatifs des pays concernés ;
- la mise en œuvre de l'équilibre géographique au sein de son personnel, en particulier en ce qui concerne les postes d'encadrement et de direction, ainsi que la poursuite des efforts pour améliorer l'équilibre hommes-femmes parmi les membres de son personnel ;
- des clarifications sur la politique immobilière de la Cour des comptes, à présenter en annexe du rapport d'activité annuel ;
- l'étude de la possibilité d'externaliser des traductions comme moyen supplémentaire de faire des économies ;
- l'inclusion dans ses rapports annuels d'activité, conformément aux règles en vigueur sur la confidentialité et la protection des données, des résultats et conséquences des enquêtes clôturées par l'OLAF qui portaient soit sur l'institution, soit sur des personnes travaillant pour elle.

Le Parlement a pris acte des premiers pas de la Cour vers un environnement sans support papier et a approuvé la stratégie environnementale mise en œuvre par la Cour jusqu'à présent. Enfin, il s'est félicité de l'amélioration de la clarté des messages de la Cour par l'intermédiaire des médias.

Décharge 2014: budget général UE, Cour des comptes

OBJECTIF : octroi de la décharge à la Cour des comptes pour l'exercice 2014.

ACTE NON LÉGISLATIF : Décision (UE) 2016/1472 du Parlement européen concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2014, section V Cour des comptes.

CONTENU : avec la présente décision, le Parlement européen donne décharge au secrétaire général de la Cour des comptes sur l'exécution du budget de la Cour pour l'exercice 2014.

La décision est conforme à la résolution du Parlement européen approuvée le 28 avril 2016 et comporte une série d'observations qui font partie intégrante de la décision de décharge (se reporter au résumé de l'avis du 28 avril 2016).

Parmi les principales observations faites par le Parlement dans la résolution accompagnant la décision de décharge, ce dernier demande à la Cour d'assurer l'équilibre géographique au sein de son personnel, en particulier en ce qui concerne les postes d'encadrement et de direction, parallèlement au mérite et aux compétences.